

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 07 JANVIER 1996

N° 237 PRIX 4 FF



*LA MORT*

*D'UN*

*SERVITEUR*

*DE LA BOURGEOISIE*

*FRANCAISE*

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

Page 2  
Editorial

Page 3  
Côte d'Ivoire: Des  
journalistes arrêtés.

Page 4  
Des millions d'en-  
fants victimes du  
capitalisme.

Page 5  
Tchad: Une femme  
condamnée à mort...

Page 6  
Mali: Un nouveau  
parti pas si diffé-  
rent des autres.

Page 8  
Sénégal: Des chiffres  
truqués du gouver-  
nement

Page 10  
A propos de la grève  
dans la fonction  
publique.

ABONNEMENTFRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-postes  
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais  
uniquement en cou-  
pons-réponses inter-  
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 -CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

**LA MORT D'UN SERVITEUR  
DE LA BOURGEOISIE  
FRANCAISE**

La mort de François Mitterrand est une occasion de rappeler que cet homme qu'un certain nombre de ses laudateurs qualifiaient volontiers de "l'avocat de l'Afrique", le "défenseur des pays pauvres" n'avait bien évidemment rien de tout cela. Il n'était pas plus le défenseur des intérêts des classes exploitées en France que celui des populations des pays pauvres. Avant tout c'était un des fidèles serviteurs de la bourgeoisie française. Il a été onze fois ministre sous la quatrième République, entre 1947 et 1957. C'était l'époque où dans les colonies françaises, notamment en Afrique, les populations colonisées luttait contre le joug colonial. Les différents gouvernements auxquels il avait participé réprimaient féroceement les anti-colonialistes. En 1954, alors que le peuple algérien se soulevait contre le colonialisme français, Mitterrand déclarait que : "La seule négociation, c'est la guerre". C'est cela être "l'avocat de l'Afrique" ?

Même l'étiquette de "gauche" qu'il s'était donnée tardivement dans sa vie politique n'était pour lui qu'un moyen pour assouvir son ambition de parvenir au sommet de l'Etat français en trompant l'électorat populaire. C'est sous sa présidence, avec un gouvernement de gauche, que les salaires ont été bloqués. Pour les travailleurs, il avait appliqué la politique de rigueur, l'austérité, alors que pendant ce temps le patronat empochait des profits colossaux, spéculait avec ses profits et licenciat en toute impunité.

Et quand dans les pays africains, les populations se révoltaient contre les dictateurs alliés à l'impérialisme français, Mitterrand n'hésitait pas à y acheminer des légionnaires afin de mâter les émeutes. Bien de nos dictateurs parmi les plus féroces comme Eyadéma, Mobutu ou Bongo lui doivent d'être toujours au pouvoir. C'est en grande partie grâce à la protection de Mitterrand qu'ils n'ont pas encore été balayés. C'est pour le remercier qu'un certain nombre de nos dictateurs l'avaient baptisé Mitterrand "l'Africain".

Alors la disparition de Mitterrand est tout sauf celle d'un "ami de l'Afrique".

COTE D'IVOIRE**ENCORE DES JOURNALISTES ARRETES !**

Cette semaine, un directeur de journal et trois journalistes de l'opposition sont arrêtés et jetés à la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan) où ils attendent d'être jugés en principe le 28 décembre prochain.

Que reproche-t-on à ces journalistes? Les uns (ceux de La Voie, proche du FPI), sont inculpés pour "insulte au chef de l'Etat" et les autres (proches du RDR) sont accusés de "diffamation" à l'égard d'un imam, Diaby Moustapha, fraîchement élu député.

La Voie a, en effet, à la suite de l'échec de l'équipe ASEC-MIMOSA face à l'équipe sud-africaine lors de la coupe d'Afrique des Nations, affirmé que cet échec serait dû à la seule présence de Konan Bédié sur le terrain, parce que celui-ci serait le "malheur" personnifié. Quant à l'autre journal de l'opposition, Le Républicain Ivoirien, il aurait dit que Diaby Moustapha a réussi à se faire élire député en achetant des voix avec de "faux billets" de banque.

La Voie a cherché, comme elle l'a fait, à exploiter politiquement la présence de Bédié sur le terrain. Mais il n'en reste pas moins que son affirmation était évidemment une bêtise et une méchanceté gratuite. Elle prêterait simplement à sourire. Cependant Bédié n'était pas d'humeur à plaisanter, parce qu'avec l'échec de l'ASEC, il a raté une belle occasion de se faire une popularité à bon compte.

Quant à l'autre affaire, celle

de l'imam-député qui s'est estimé diffamé, est-il besoin d'arrêter pour cela des journalistes et de les jeter en prison comme de vulgaires brigands? Non, la réponse brutale est pour le moins disproportionnée aux faits incriminés. Tout se passe comme si le pouvoir a décidé d'intensifier la répression en procédant à de nouvelles arrestations arbitraires et qu'il attendait impatientement que la première occasion se présente.

En effet, le gouvernement qui ne supporte pas la moindre critique n'a pas hésité à matraquer le n°2 du FPI pour une histoire d'insulte à un ministre. Et quand, lors de la présidentielle, l'opposition a organisé le "boycott actif", le gouvernement a pris cela pour un affront impardonnable. Il a donc décidé de réprimer.

En fait, le successeur de Houphouët n'en est pas à sa première répression. Depuis qu'il est au pouvoir, on ne compte plus le nombre de journalistes arrêtés pendant plusieurs mois avant d'être relâchés. Et les journalistes récemment conduits à la MACA risquent d'y rester au moins pendant plusieurs mois, comme leurs collègues qui les y ont précédés.

Pour les princes qui nous gouvernent, il ne faut dire et écrire que ce que, eux, ils voudraient bien entendre ou lire. Alors ceux qui croient qu'il y a des libertés démocratiques dans ce pays, ils devraient prendre le régime pour ce qu'il est, une dictature.

## DES MILLIONS D'ENFANTS VICTIMES DU CAPITALISME !

Au cours d'une conférence de presse tenue au siège de l'UNICEF à Abidjan, la représentante locale de cette organisation a brossé un tableau dramatique de la situation des enfants dans la monde, notamment dans les pays victimes des guerres. Ainsi elle a déclaré qu'"en dix années de guerre, 2 millions d'enfants ont été tués, 10 millions sont traumatisés".

Pour donner des exemples précis, elle a fait savoir qu'entre 1980 et 1988, en Angola, "330 000 enfants sont morts" pour fait de guerre, "20% ont été séparés de



leurs familles, 66% ont été témoins d'assassinats pendant que 67% ont souffert de tortures". Dans la même période, au Mozambique, il y a eu encore plus de victimes : "490.000 enfants sont morts à cause de la guerre", sans parler de ce qui s'est passé au Rwanda.

Si on ajoute à cela les millions d'autres enfants à travers le monde qui meurent de famine, de maladies et autre malnutrition, il en ressort un tableau plus que sombre et révoltant : ce sont des centaines de millions d'enfants qui

sont victimes de la violence et autres fléaux !

Mais doit-on se contenter tout simplement du constat des faits, aussi révoltants soient-ils ? D'où vient le fait qu'à l'époque actuelle l'humanité traîne encore dans une telle barbarie ? Certains parlent de "l'irresponsabilité des hommes" en général. D'autres en imputent la responsabilité aux chefs de guerre et autres crapules assoiffées de pouvoir, si ce n'est aux haines ethniques, etc. Mais la source profonde des maladies, de la famine, de la malnutrition et des diverses violences qui emportent la vie des dizaines de millions d'enfants à travers le monde est l'ordre social actuel: le capitalisme.

Jamais l'humanité n'a été aussi riche qu'aujourd'hui. A l'échelle du monde, il existe des richesses et des moyens techniques et scientifiques colossaux qui puissent permettre de nourrir, de loger, de soigner, de vêtir, d'éduquer, dans les conditions les meilleures qui soient, tous les hommes de la planète. Mais le capitalisme veut que cette richesse énorme qui est le patrimoine de l'humanité entière soit accaparée par une minorité de riches parasites pour faire du profit et non pour résoudre les problèmes des hommes.

En concentrant les richesses entre les mains d'une minorité de bourgeois, en faisant du profit le but essentiel de l'économie, le capitalisme enlève ainsi à l'écrasante majorité des hommes sur la planète toute possibilité de vie digne de notre époque et les enfonce de plus en plus dans la misère. Et c'est sur le terreau de la misère, dont sont victimes surtout les pays sous-développés, que poussent les maladies, la famine mais aussi les différentes guerres criminelles provoquées souvent par des politiciens démagogues qui

s'appuient parfois sur l'exaspération des masses pauvres contre leurs conditions pour les détourner vers des voies sans issue, comme les conflits ethniques ou nationaux.

Voilà la source profonde de la mort de millions d'enfants à travers le monde. Et rien que pour ça, il est grand temps que l'humanité se débarrasse du capitalisme, ce système pourri et barbare!

### TCHAD

## **UNE FEMME CONDAMNEE A MORT POUR AVOIR DENONCE L'EXCISION**

Zahra Yacoub, journaliste à la télévision tchadienne vient d'être condamnée à mort par l'imam de la mosquée de Ndjaména pour avoir réalisé un film sur l'excision. On lui reproche d'avoir montré dans "Dilemme au féminin" qui est passé à la télévision le sexe d'une jeune fille.

Ce film qui a fait tant remuer les milieux réactionnaires religieux a été officiellement commandé par l'Unicef et le gouvernement tchadien pour sensibiliser les Tchadiens sur l'excision, et si possible épargner à leurs filles cette pratique moyenâgeuse.

Sous prétexte d'avoir offensé la religion musulmane, Zahra vit dans la peur et l'inquiétude depuis la prononciation de la sentence de l'imam (fatwa). Des menaces lui arrivent de partout. Elle a démissionné de son travail, reste cloîtrée chez elle. Au cours d'une interview accordée à la presse, elle a notamment déclaré: "On dit que j'ai porté atteinte à la dignité humaine, (...) J'ai failli craquer. Cela peut me marquer toute ma vie."

On ne sait pas si l'Unicef a pris partie pour la victime Zahra. Quant au gouvernement tchadien, trop sensible à tout ce qui touche la religion, il n'a pas osé aller à l'encontre de la sentence prononcée par l'imam.

Heureusement que d'autres voix se sont élevées contre cette sentence. Au Tchad même des lettres de soutien à Zahra arrivent à la radio-télévision de presque tous les coins. Les journaux les plus importants comme "Ndjaména Hebdo", "Tchad et Culture" ont consacré des pages pour soutenir Zahra; des poèmes sont écrits pour saluer le courage de cette jeune femme qui a osé affronter les milieux réactionnaires religieux.



Au Sénégal, une association de femmes a envoyé une lettre de soutien à Zahra et un communiqué en France pour informer d'autres femmes sur le sort de Zahra.

Zahra Yacoub a raison de dénoncer l'excision, une pratique barbare moyenâgeuse très répandue au Tchad qui touche tous les milieux

sociaux: animistes, chrétiens, musulmans. Les jeunes filles qui atteignent l'âge de l'excision sont arrachées à leurs familles pour un certain temps. A leur retour, on organise des fêtes.

Au nom de la tradition, on pousse les jeunes hommes à n'épouser que des filles initiées; on oblige de cette façon les jeunes filles à aller se faire exciser.

Même ici dans l'immigration, ce phénomène persiste. A une soirée organisée par des femmes tchadiennes et une association le jour du réveillon, des filles

traditionnellement habillées ont dansé la danse des initiées au son d'une musique enregistrée. Mais il n'y a pas eu d'excision. En France, l'excision est condamnée par la loi. On se rappelle encore le procès intenté à une femme malienne qui a fait exciser sa propre fille.

La pratique de l'excision n'est pas un phénomène typiquement tchadien. Dans toute l'Afrique, il existe. Il faut le combattre. Et les femmes qui, individuellement ou collectivement s'élèvent contre cette pratique barbare ont le soutien des révolutionnaires communistes.

#### MALI

### **UN NOUVEAU PARTI PAS SI DIFFERENT DES AUTRES**

La vie politique est dominée par les alliances et les divorces au sein des partis politiques d'opposition comme de la majorité.

C'est ainsi qu'en septembre dernier est né un nouveau parti qui résulte de la scission du CNID (parti dirigé par Mountaga Tall) ancien candidat malheureux à la présidence de la république. Le nouveau parti est appelé parti pour la renaissance nationale (Parena). Ce nouveau parti est dirigé par des anciens ministres d'Amadou Toumani Touré comme Tiebéké Dramé et celui de Konaré comme Hamidou Diabaté, ex-juge devenu avocat de la cour, pour ne citer que ces deux plus connus.

Voici quelques passages significatifs du manifeste de ce nouveau parti. Le Parena "sera mû par un puissant idéal panafricaniste et oeuvrera conséquemment avec toutes les forces sociales africaines imbues de cet idéal à l'avènement des regroupements régionaux et continentaux. Les militants de Parena seront des

citoyennes et des citoyens qui placeront l'idéal patriotique et les intérêts de la collectivité au-dessus de toutes les autres considérations"

En lisant ce manifeste, on a l'impression de lire celui de toutes les organisations nationalistes bourgeoises de par le monde. On parle de patriotisme, de renaissance nationale, de regroupement de tous les citoyens, bref, le programme de Parena est un programme bourgeois classique. Il n'y a aucune différence entre ce parti et les 49 autres partis et organisations reconnus officiellement au Mali.

La seule différence -si différence il y a- c'est que chacun lutte pour soi, pour ses ambitions personnelles et les intérêts de son clan, voire ceux de sa famille. C'est ainsi que les adhésions se font par affinités personnelles, par liens familiaux sans conviction d'idées aucune. C'est ainsi que les adhérents de l'Adéma, parti gouvernemental démissionnent pour rejoindre leurs frères ou amis d'un

parti d'opposition et vice versa.

Actuellement sur la pré-campagne électorale pour les élections générales qui doivent avoir lieu dans deux ans, les partis essaient de placer leurs hommes dans les mairies et les circonscriptions pour les législatives. Bref il n'y a pas de programme politique pour la population pauvre mais pour les ambitions personnelles pour devenir maire ou député.

Certes ce qui fait la différence entre l'ancien régime dictatorial du parti unique de Moussa Traoré et le régime dit multipartiste d'Alpha Oumar Konaré, c'est que les partis et organisations d'opposition peuvent se réunir et écrire dans leurs journaux, exprimer leurs opinions sans être, pour le moment, poursuivis et mis en prison.

Certaines organisations et partis se contentent de cela, y compris certains militants ex-maoïstes et stalinien comme Hamidou Diabaté et Tiébélé Dramé qui ne se gênaient pas de se réclamer de Marx et de Lénine quand ils militaient ici dans l'immigration. Maintenant que ces messieurs sont devenus des professeurs et magistrats, ils ont sûrement perdu leur vocabulaire marxiste-léniniste pour ne parler que de patriotisme et de panafricanisme. Leurs ambitions personnelles et leur carriérisme leur importent plus que leur blablabla pseudo-marxiste.

Le parti des travailleurs révolutionnaires internationalistes qui défendrait les intérêts de tous les exploités et opprimés restent à construire au Mali comme dans le reste de tous les autres pays africains.

### SENEGAL-GUINEE BISSAU

#### **DERRIERE LE CONFLIT FRONTALIER, L'APPETIT DES DIRIGEANTS**

Le conflit frontalier maritime qui oppose le Sénégal et la Guinée Bissau depuis plusieurs années et qui a déjà fait plusieurs morts lors des affrontements fréquents entre les deux pays par pêcheurs et gardes-côtes interposés est-elle en voie d'apaisement?

La Guinée Bissau qui, à la suite des incidents en 1989, avait demandé à la cour internationale de justice de la Haye de trancher sur le tracé de frontière maritime entre les deux pays, vient de retirer sa requête. Les deux pays en conflit avaient signé en 1993 un accord bilatéral pour l'exploitation commune des richesses halieutiques, minières et pétrolières de la zone maritime litigieuse. Pour ce faire, une agence commune de gestion et d'exploitation de cette zone a été mise sur pied.

Tant mieux si un accord à l'amiable a été trouvé. Cela épargnera peut-être des morts inutiles entre les deux pays. Mais rien ne dit que demain ce conflit ne redémarrera pas. Déjà en Guinée Bissau, les partis d'opposition reprochent au gouvernement d'avoir signé cet accord avec les dirigeants sénégalais. Selon eux : "La Guinée Bissau ne gagne rien avec cet accord qui fait la part belle au Sénégal (85% contre 15% à la Guinée Bissau) pour l'exploitation des ressources minières et pétrolières".

Rappelons que ce conflit a commencé depuis que des compagnies pétrolières ont trouvé des poches de pétrole dans cette zone maritime située entre les deux pays. Cela a attisé des rivalités entre les dirigeants des deux pays pour empocher les quelques miettes que

leur laisseraient les compagnies pétrolières. Il y a déjà eu des morts et il y en aura peut-être de nouveaux dans l'avenir. Les victimes seront toujours les mêmes, les petites gens, les petits pêcheurs, aussi bien sénégalais que bissauguinéens qui vivent traditionnellement de la pêche dans cette région.

Les populations pauvres du

Sénégal comme de la Guinée Bissau ne profiteront nullement de la découverte et de l'exploitation d'éventuels gisements pétroliers dans cette zone, pas plus que celles des pays africains qui produisent déjà du pétrole et qui sont toujours restées parmi les populations les plus déshéritées de la planète pendant que leurs dirigeants se remplissent les poches.

### MALI-MAURITANIE-SENEGAL

#### **UNE MAUVAISE RECOLTE QUI ANNONCE UNE ANNEE DIFFICILE**

Un certain nombre de champs de maïs, de mil, de riz, d'arachide ont été complètement gâtés par le manque de pluie.

En effet au début il a plu abondamment, la semence a été faite, les pousses sont sorties de terre mais par manque de pluie, les plantations ont séché avant maturité. Ce qui fait que la récolte n'a pas été bonne dans ces trois pays. Les gens commencent à faire des achats pour stocker, préparant ainsi la période de soudure.

Et pourtant ce ne sont pas les rivières, les affluents et les marigots qui manquent dans ces trois pays. Ce qui manque, c'est une politique agricole qui consiste à aider les paysans à ériger des barrages afin de leur permettre d'irriguer leurs champs et jardins et cultiver en toute saison.

Mais cette politique-là n'est

pas la préoccupation de nos dirigeants. Le seul barrage que les trois pays ont réalisé depuis 35 ans, c'est celui de Manantali, très coûteux, inefficace et non rentable pour les paysans. Car ce barrage-là était étudié dans les buildings à Paris, Bamako, Nouakchott et Dakar sans consulter les populations concernées. D'ailleurs leur projet, s'il le réalisait un jour, ce sera d'exproprier les paysans des bords du fleuve au profit des sociétés privées.

Tout cela ne va pas nourrir les paysans qui risquent de passer un été très chaud en 1996, c'est-à-dire pendant la période de soudure. Encore une fois, nous risquons de voir à la télé et d'entendre à la radio nos dirigeants corrompus mendier quelques tonnes de mil, de maïs auprès des pays occidentaux. Ils ne manqueront d'ailleurs pas de détourner une partie de ce don à leur profit. Bref c'est un cercle vicieux dont il faut un jour en sortir.

SENEGAL**LES CHIFFRES TRUQUES  
DU GOUVERNEMENT**

Selon les chiffres officiellement publiés par le gouvernement sénégalais, le taux d'inflation a été de 32% en 1995. Le ministre de l'économie et des finances s'est félicité d'avoir réussi à placer le Sénégal au 5ème rang, en matière d'inflation, dans le classement des pays de la zone franc et au 3ème rang dans l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine).

Mais ces chiffres sont complètement faux. Selon une étude conjointement menée par quatre syndicats sur la base du salaire

minimum annuel d'un ouvrier non spécialisé et calculée en fonction des dépenses indispensables telles que l'alimentation, l'habillement, l'hygiène et la santé, le taux d'inflation actuel serait de 125%.

Les salaires de base devraient donc être augmentés d'au moins 125% pour rattraper ce qui a été perdu par les travailleurs en 1995, sans compter tout ce qui a été perdu depuis la dévaluation du franc CFA. C'est une revendication légitime qui nécessite une lutte de l'ensemble des travailleurs.

IMMIGRATION**LES AUTORITES FIERES  
D'AVOIR FAIT DIMINUER  
LE NOMBRE DES NOUVEAUX ARRIVANTS**

Aux premiers jours de l'année 1996 les autorités françaises se sont félicitées de la diminution du nombre de nouveaux étrangers autorisés à s'installer légalement en France. Ainsi en 1994 ce nombre avait baissé de 30% par rapport aux années précédentes. On nous signale en même temps que la majorité des cas d'entrées d'immigrés est le regroupement familial. Et d'autre part on nous indique que le nombre de réfugiés a fortement diminué en 1994 et la raison est très simple, les autorités ne s'en cachent pas, l'Office français de Protection des réfugiés et Apatrides a rejeté plus de 76% des dossiers des demandes d'asiles.

Ainsi ces chiffres que nous donnent les autorités cachent bien des réalités. Déjà en 1993 Pasqua avait annoncé avec fracas la marche vers "l'immigration zéro". Et sa

politique comme celle des hommes qui l'ont succédé est de tout faire pour rendre la situation difficile aux immigrés vivant légalement ou clandestinement en France. C'est lui qui a commencé l'expulsion par charter des immigrés en situation irrégulière, et maintenant c'est devenu chose courante. A tel point que des fois la police falsifie un dossier pour obtenir l'expulsion d'un étranger, ou elle expulse un enfant de nationalité française en confisquant son passeport pour justifier devant le juge une demande d'expulsion.

Les agissements illégaux des services de la Préfecture de Paris se multiplient. Et les autorités facilitent la tâche de la police en proclamant des nouvelles lois contre l'immigration.

Les menaces d'expulsion que

font peser les autorités contre les épouses et les enfants de maris qui ont plusieurs femmes connaît un regain sans précédent. La répression ne s'arrête pas là : tous ceux qui aident ou soutiennent les immigrés en butte à la préfecture sont menacés de poursuites.

Les conditions ont tellement régressé en quelques années qu'un magistrat reconnaît avec amertume qu'il y a deux ans on luttait contre les lois Pasqua, aujourd'hui on se bat pour leur application.

Récemment cinq jeunes marocains qui voyageaient clandestinement au péril de leur vie (car il est arrivé que des clandestins soient jetés à

la mer) à bord d'un cargo, débarquant à Brest, sont renvoyés au Maroc.

Et tout dernièrement une circulaire du ministre de la justice, Jacques Toubon, autorise la hiérarchie judiciaire à condamner à des peines de prison ferme tous les étrangers sans papier. Ces mesures arbitraires que le gouvernement voudrait imposer sont dénoncées par le syndicat de la magistrature. Ce dernier a fait appel au conseil d'Etat contre cette circulaire.

Voilà les moyens que l'administration française utilise pour réduire l'immigration.

## FRANCE

### **A PROPOS DE LA GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Le mois de décembre a été marqué par plusieurs semaines de grève dans le secteur public.

Le plan Juppé sur la Sécurité Sociale fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais ce qui s'est exprimé dans ces grève, c'est la colère, le ras-le-bol contre toutes les attaques gouvernementales accumulées depuis 6 mois. La vie devient de plus en plus difficile, les salaires sont bloqués, les taxes et impôts de plus en plus lourds.

Et c'est cette accumulation qui a fait que le mouvement, malgré la gêne que la paralysie des transports occasionnait aux travailleurs du privé, a bénéficié de la sympathie parfois active de nombre d'entre eux.

La SNCF, fer de lance du mouvement

La grève a débuté chez les roulants puis s'est étendue aux

"sédentaires". Les syndicats (surtout la CGT) se sont fait accompagnés par les roulants pour expliquer aux travers des réunions et d'assemblées générales communes, que ce n'était pas une grève corporatiste et que tous devraient s'y mettre contre le contrat de plan SNCF et pour la retraite de tous.

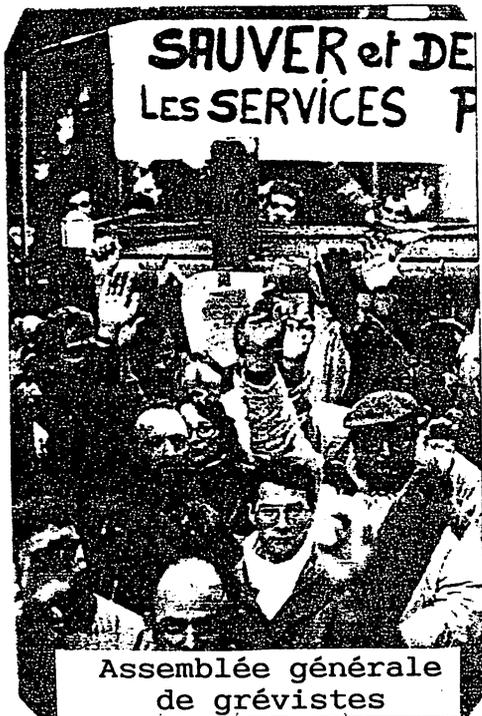
Et dans l'esprit des cheminots ce contrat de plan était associé au plan Juppé. C'est ainsi que la grève s'est étendue à tous les chemins de fer avant de s'étendre à la RATP.

La stratégie des centrales syndicales était de s'appuyer sur la grève de la SNCF pour l'étendre aux autres transports en commun des grandes villes avant de mettre en mouvement le reste de la fonction publique : PTT, EDF, hôpitaux, instituteurs. Les appels aux travailleurs du privé n'ont été que partiellement suivis bien que les revendications mises en avant bénéficient de la sympathie de tous.

bénéficient de la sympathie de tous. Il est vrai que beaucoup de travailleurs du privé sont démoralisés et ont pensé que dans le climat actuel ils ne pouvaient pas l'emporter.

Chirac, Juppé et le patronat se croyaient tout permis

Le plan Juppé constituait une atteinte sérieuse aux intérêts des



appareils syndicaux. La sécurité sociale est gérée de manière paritaire entre syndicat, patronat et gouvernement. Avec la crise, la démoralisation des travailleurs et la désyndicalisation, la crainte du chômage, le patronat et le gouvernement avaient estimé que le moment leur était favorable pour s'en prendre à l'existence même de ces appareils. L'ampleur de la grève et la menace d'extension au privé

ont fait que Juppé a dû accepter le "sommet social" qu'il refusait jusque-là aux confédérations syndicales.

La lutte des travailleurs a fait reculer Juppé

Il a d'abord cédé sur toutes les revendications des cheminots avant de reculer sur son projet de faire cotiser pour la retraite 40 ans au lieu de 37,5. Il a abandonné le projet de supprimer l'abattement de 20% sur les revenus imposables.

Il n'a pas retiré son plan concernant le financement de la sécurité sociale mais il a fait entendre que son application pourrait être négociée point par point avec les syndicats.

Une grève qui peut régénérer le goût des travailleurs à la lutte

La résignation était grande avant cette grève. Le mécontentement n'a pas disparu chez les travailleurs. Ils ont au moins gagné le sentiment, la fierté d'avoir fait reculer Juppé.

Contrairement à ce qu'ils avaient fait systématiquement dans le passé, les directions syndicales ont organisé des assemblées générales quotidiennes démocratiques, et dans bien des cas, interprofessionnelles. Elles n'ont pas fait obstacle à ce que des grévistes et des militants aillent apporter leur aide aux secteurs plus faibles par-delà les professions et les entreprises.

Ces contacts, cette fraternité dans le combat resteront pour longtemps un des principaux acquis du mouvement.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.